

## Titre

**19 MAI 1993. - Arrêté royal fixant la procédure devant la Commission permanente de recours des réfugiés ainsi que son fonctionnement. -**

(NOTE : Consultation des versions antérieures à partir du 21-05-1993 et mise à jour au 22-10-1996.)

**Source :** INTERIEUR.FONCTION PUBLIQUE

**Publication :** 21-05-1993

**Entrée en vigueur :** 31-05-1993

**Dossier numéro :** 1993-05-19/31

## Table des matières

[CHAPITRE I.](#) - Disposition générale.

Art. 1

[CHAPITRE II.](#) - Du fonctionnement.

Art. 2

[CHAPITRE III.](#) - Des recours introduits sur la base de l'article 57/11, paragraphe 1er de la loi.

Art. 3-8

[CHAPITRE IV.](#) - De la saisine de la Commission sur la base de l'article 57/11, paragraphe 2, de la loi.

Art. 9-11

[CHAPITRE V.](#) - Dispositions communes aux procédures prévues aux chapitres III et IV.

Art. 12-20

[CHAPITRE VI.](#) - Dispositions finales.

Art. 21-22

## Texte

[CHAPITRE I.](#) - Disposition générale.

Article [1.](#) Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° la loi : la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

2° la Commission : la Commission permanente de recours des réfugiés;

3° le Ministre : le Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences.

[CHAPITRE II.](#) - Du fonctionnement.

[Art. 2.](#) La fonction de premier président est assurée dans chaque rôle linguistique par le président ayant la plus grande ancienneté de service, ou, en cas d'égalité, par le doyen d'âge.

Le premier président assure la distribution des affaires entre les présidents des chambres, la tenue du rôle général ainsi que la direction du service.

Il procède aux délégations nécessaires aux membres du personnel mis à la disposition de la Commission en vue des notifications et des convocations.

[CHAPITRE III.](#) - Des recours introduits sur la base de l'article 57/11, paragraphe 1er de la loi.

[Art. 3.](#) La Commission est saisie des recours prévus à l'article 57/11, paragraphe 1er, alinéa 1, de la loi, par une requête rédigée en français ou en néerlandais et signée soit par l'étranger ou son avocat, soit par le Ministre ou son délégué.

Art. 4. La requête introduite par l'étranger ou son avocat contient :

1° les nom, prénoms, nationalité, lieu et date de naissance de l'étranger ainsi que le domicile élu par celui-ci;

2° le cas échéant, les nom, prénom de son avocat ainsi que l'adresse du dabinet de celui-ci;

3° (Abrogé) <AR 1996-09-27/38, art. 1, 002; **En vigueur** : 22-10-1996>;

4° la référence ou la copie de la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, visée à l'article 57/11, paragraphe 1er, alinéa 1, de la loi, qui fait l'objet du recours;

5° un exposé des faits et moyens invoqués.

(Alinéa 2 abrogé) <AR 1996-09-27/38, art. 1, 002; **En vigueur** : 22-10-1996>

Une copie de la requête de l'étranger est transmise au Ministre ou à son délégué, sous pli recommandé à la poste, ou par porteur avec accusé de réception, ou par télécopieur.

Art. 5. La requête introduite par le Ministre ou son délégué contient :

1° les nom, prénoms, nationalité, lieu et date de naissance de l'étranger;

2° la référence ou la copie de la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, visée à l'article 57/11, paragraphe 1er, alinéa 1, de la loi, qui fait l'objet du recours;

3° un exposé des faits et moyens invoqués.

Art. 6. Lorsque le recours est introduit par le Ministre ou son délégué, une copie de la requête est notifiée à l'étranger, sous pli recommandé à la poste, ou par porteur avec accusé de réception.

Une copie de la requête est également, le cas échéant, notifiée à l'avocat de l'étranger sous pli recommandé à la poste, ou par porteur avec accusé de réception, ou par télécopieur.

Lorsque l'étranger a élu domicile chez son avocat, copie de la demande peut également lui être envoyée par télécopieur.

Est jointe à cette notification une demande de renseignements par laquelle l'étranger, ou son avocat, est tenu de préciser :

1° le domicile élu par l'étranger;

2° le cas échéant, les nom, prénom de son avocat ainsi que l'adresse du cabinet de celui-ci;

3° (Abrogé) <AR 1996-09-27/38, art. 2, 002; **En vigueur** : 22-10-1996>

(NOTE : Cette disposition reste applicable aux demandes de reconnaissance du statut de réfugié introduites avant l'entrée en vigueur de la loi du 10 juillet 1996 modifiant la loi du 15 décembre 1980.)

(Alinéa 5 abrogé) <AR 1996-09-27/38, art. 2, 002; **En vigueur** : 22-10-1996>

(NOTE : Cet alinéa reste applicable aux demandes de reconnaissance du statut de réfugié introduites avant l'entrée en vigueur de la loi du 10 juillet 1996 modifiant la loi du 15 décembre 1980.)

Art. 7. Une copie de la requête de l'étranger, du Ministre ou de son délégué est notifiée sous pli recommandé à la poste, ou par porteur avec accusé de réception, ou par télécopieur au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides qui transmet immédiatement le dossier administratif à la Commission.

Art. 8. Le président de la chambre qui est saisie de la requête ou l'assesseur délégué par lui se charge de la dévolution des affaires conformément à l'article 57/12, alinéa 4, de la loi.

Le président ou l'assesseur délégué envoie l'affaire au rôle général en vue d'une fixation devant une chambre à trois juges.

Lorsqu'il apparaît, après consultation de la requête, que la demande est irrecevable ou manifestement non fondée, le président ou l'assesseur délégué par lui, peut se saisir de l'affaire et convoque à cette fin, par ordonnance, l'étranger, son avocat, le Ministre ou son délégué, à comparaître devant lui.

S'il estime par sa décision que la demande est irrecevable ou manifestement non fondée, l'affaire est définitivement tranchée.

S'il estime par sa décision que la demande n'est pas irrecevable ou n'est pas manifestement non fondée, il renvoie l'affaire au rôle général en vue d'une fixation devant une chambre à trois juges.

CHAPITRE IV. - De la saisine de la Commission sur la base de l'article 57/11, paragraphe 2, de la loi.

Art. 9. La Commission est saisie de la demande prévue à l'article 57/11, paragraphe 2, de la loi, par une requête signée par le Ministre rédigée en français ou en néerlandais.

La requête contient les nom, prénoms, nationalité, lieu et date de naissance de l'étranger.

Sont joints à la demande une copie de la décision contestée et le dossier administratif.

Art. 10. Une copie de la demande du Ministre est notifiée à l'étranger sous pli recommandé à la poste, ou par porteur avec accusé de réception. Une copie de la demande du Ministre est également, le cas échéant, notifiée à

l'avocat de l'étranger, sous pli recommandé à la poste, ou par porteur avec accusé de réception, ou par télécopieur. Lorsque l'étranger a élu domicile chez son avocat, copie de la demande peut également lui être envoyée par télécopieur.

Est jointe à cette notification une demande de renseignements par laquelle l'étranger ou son avocat est tenu de préciser :

1° le domicile élu par l'étranger;

2° le cas échéant, les nom, prénom de son avocat ainsi que l'adresse du cabinet de celui-ci;

3° (Abrogé) <AR 1996-09-27/38, art. 3, 002; **En vigueur** : 22-10-1996>

(NOTE : Cette disposition reste applicable aux demandes de reconnaissance du statut de réfugié introduites avant l'entrée en vigueur de la loi du 10 juillet 1996 modifiant la loi du 15 décembre 1980.)

(Alinéa 4 abrogé) <AR 1996-09-27/38, art. 3, 002; **En vigueur** : 22-10-1996>

(NOTE : Cet alinéa reste applicable aux demandes de reconnaissance du statut de réfugié introduites avant l'entrée en vigueur de la loi du 10 juillet 1996 modifiant la loi du 15 décembre 1980.)

[Art. 11.](#) Lorsque la Commission décide qu'un examen ultérieur est nécessaire, le dossier est renvoyé au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides par porteur avec accusé de réception.

## [CHAPITRE V.](#) - Dispositions communes aux procédures prévues aux chapitres III et IV.

[Art. 12.](#) La requête est déposée contre accusé de réception auprès d'un membre du personnel mis à la disposition de la Commission et titulaire d'un grade classé au moins au rang 20, ou envoyée à la Commission sous pli recommandé à la poste.

[Art. 13.](#) Les documents que l'étranger ou son avocat et que le Ministre ou son délégué veulent faire valoir sont communiqués à la Commission en original ou en copie et doivent être assortis d'une traduction certifiée conforme s'ils sont établis dans une langue différente de celle de la procédure.

A défaut d'une telle traduction, la Commission n'est pas tenue de prendre ces documents en considération.

[Art. 14.](#) Le président de chambre assure l'organisation du rôle d'audience.

[Art. 15.](#) Les convocations à l'audience sont adressées à l'étranger sous pli recommandé à la poste, ou par porteur avec accusé de réception.

Lorsque l'étranger a élu domicile chez son avocat, la convocation peut également lui être envoyée par télécopieur. Les convocations à l'audience sont adressées à l'avocat de l'étranger et au Ministre ou à son délégué, (sous pli recommandé à la poste, ou par porteur contre accusé de réception), ou par télécopieur. <AR 1996-09-27/38, art. 4, 002; **En vigueur** : 22-10-1996>

Les convocations sont envoyées au moins quinze jours avant le jour de l'audience.

[Art. 16.](#) Le président de chambre a la police de l'audience.

A cet effet, il peut prendre toute mesure qu'il estime nécessaire pour le maintien de l'ordre.

[Art. 17.](#) Le président de chambre peut se faire assister par un secrétaire désigné parmi les membres du personnel mis à la disposition de la Commission et titulaires d'un grade classé au moins au rang 20.

Le secrétaire a notamment pour fonction de rédiger le procès-verbal de l'audience.

[Art. 18.](#) La décision contient, outre la motivation et le dispositif :

1° les noms des membres de la Commission qui ont siégé et du secrétaire;

2° les nom, prénoms, pays d'origine, date et lieu de naissance de l'étranger;

3° le domicile élu par l'étranger;

4° la date de la décision;

5° le cas échéant, le nom de l'avocat.

[Art. 19.](#) Les décisions sont signées par le président et les assesseurs qui ont siégé.

Elles sont notifiées au Ministre ou à son délégué et à l'avocat de l'étranger, qui en reçoivent une copie, sous pli recommandé à la poste, ou par porteur avec accusé de réception, ou par télécopieur.

Les décisions sont notifiées à l'étranger, qui en reçoit une copie, sous pli recommandé à la poste, ou par porteur avec accusé de réception. Lorsqu'il a élu domicile chez son avocat, la notification peut également lui être valablement envoyée par télécopieur.

Elles sont également notifiées au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui en reçoit une copie sous pli recommandé à la poste, ou par porteur contre accusé de réception, ou par télécopieur.

[Art. 20.](#) Les copies sont certifiées conformes par un membre du personnel mis à la disposition de la Commission et désigné à cet effet par le premier président de chaque rôle linguistique.

#### [CHAPITRE VI.](#) - Dispositions finales.

[Art. 21.](#) <Disposition abrogatoire de l'AR 1990-10-18/36>

[Art. 22.](#) Notre Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

## **Préambule**

Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, notamment l'article 57/24 inséré par la loi du 14 juillet 1987;

.....

Vu l'urgence;

Considérant que, pour des raisons de sécurité juridique et de continuité du service, le présent arrêté doit être pris dans les plus brefs délais afin d'entrer en vigueur en même temps que la loi du 6 mai 1993 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

.....

ARRETE ROYAL DU 27-09-1996 PUBLIE LE 12-10-1996  
(ART. MODIFIES : 4;6;10;15)